

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 avenue des Langories

Valence, le 2 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EVVA - Chaufferie Valence

182 rue de la Forêt
26000 VALENCE

Référence : 20220602-RAP-DAEN0438

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement EVVA - Chaufferie Valence implanté 182 rue de la Forêt 26000 VALENCE. L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à celle du 11 février 2022 (épisode de pollution atmosphérique et dépassements de valeur limite d'ammoniac en cheminée).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVVA - Chaufferie Valence
- 182 rue de la Forêt 26000 VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0003201219
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Energie Verte de Valence – Site La Forêt – Groupe CORIANCE a été autorisée par arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 à exploiter une chaufferie urbaine comprenant deux chaudières Biomasse et trois chaudières (Gaz / FOD) à Valence.

Ce site vient en complément de la chaufferie historique située rue du capitaine Dreyfus à Valence, également exploité par Energie Verte de Valence – Groupe CORIANCE.
Les installations permettent de chauffer environ 5 000 logements, 7 écoles, 1 lycée, 8 bâtiments

municipaux, 2 immeubles de bureaux et 1 site industriel et récemment avec le développement au sud du réseau : l'hôpital de Valence et le lycée de Briffaut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dépassements de valeurs limites en NH₃ et NO_X ;
- Épisodes de pollution atmosphérique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Dépassement NH3	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3	Susceptible de suites	Lettre de suite
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.2	Susceptible de suites	Lettre de suite
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.2	Susceptible de suites	Lettre de suite

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.3	Susceptible de suites	Lettre de suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements en NH3 sont toujours constatés mais les valeurs sont désormais proches de la valeur limite de 5 mg/Nm3. Des actions sont encore à mener en juin 2022 sur la chaudière CR300 pour atteindre la conformité.

Par ailleurs de légers dépassements de NOX ont été mis en évidence, ce sujet est en lien avec le NH3 (injection d'urée pour abaisser les NOX qui crée du NH3).

Enfin, des rappels ont été faits sur des éléments attendus sur le sujet "épisodes de pollution".

2-4) Fiches de constats

Voir pages suivantes.

Nom du point de contrôle : Dépassement NH3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement NH3
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 25/05/2022
Prescription contrôlée : Valeur limite NH3
<p>Constats : Pour mémoire, un dépassement de la valeur limite en ammoniac (NH3) a été mis en évidence lors du contrôle inopiné reçu par l'inspection le 20 janvier 2022 : 41,1 mg/Nm3 mesurés contre 5 en valeur limite.</p> <p>La société fabricante de la chaudière a inspecté le dispositif global d'injection d'urée et a modifié les consignes d'exploitation au 1er trimestre 2022.</p> <p>Un deuxième contrôle le 2 février 2022 sur la chaudière CR300 a permis de montrer que la valeur réglementaire est respectée à 65% de charge (1,8 mg/Nm3) mais pas à 90% (24,5 mg/Nm3) et 92% de charge (28,5 mg/Nm3).</p> <p>Concernant la CR 300 la charge à 65% a été autorisée, suite à l'inspection du 11 février 2022, sous réserve de fournir à l'inspection de nouvelles mesures à cette charge et à des charges inférieures pour confirmer que la réglementation est respectée.</p> <p>Le 4 mai 2022, l'exploitant a fourni le relevé de charge démontrant que la chaudière est restée en dessous des 65% et un rapport de mesures en date du 7 mars 2022 fait toujours état de dépassement pour des charges supérieures à 65% (100%, 90%, 65% valeur NH3 respectivement de 56,9 - 17,6 et 23,5 mg/Nm3). Par ailleurs la valeur NOx est respectée : 181 mg/Nm3 contre 200 autorisés.</p> <p>Par contre, il est mis en évidence qu'à 40% de charge la valeur NH3 est de 6,5 mg/Nm3 soit un léger dépassement et qu'à 30% la valeur NH3 est de 2,6 mg/Nm3 (valeur respectée). La valeur en NOx, est légèrement dépassée : 215 mg/Nm3 contre 200 autorisés.</p> <p>Le jour de l'inspection, le 5 mai, il a été constaté que la société fabricante de la chaudière était présente (intervention se déroulant sur la semaine) et procédait à des opérations complémentaires pour régulariser la situation (réglage d'injection d'urée en fonction de la température, utilisation d'eau adoucie, mise à disposition par EVVA d'un analyseur de NH3 à lecture directe pour la période d'intervention).</p> <p>Le 11 mai 2022, EVVA nous précise qu'un dysfonctionnement d'une membrane chargée d'introduire ou non l'injection d'urée dans le foyer de la chaudière a été détecté. La membrane a été remplacée et ce dysfonctionnement est maintenant corrigé.</p> <p>Les mesures faites sur 6 jours ont montré que les valeurs de NH3 ont fortement été réduites avec des valeurs moyennes sur les dernières journées à 5,8 ; 3,0 ; 6,5 ; 2,1 ; 7,7 ; 1,9 mg/Nm3 respectivement pour les journées du 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 10 et 11 mai.</p> <p>Il reste des pics de NH3 qui mettent en évidence qu'il est nécessaire d'améliorer la régulation de l'injection d'urée. La vitesse d'injection d'urée doit être réduite.</p> <p>L'exploitant fournira le contenu du plan d'action complet en juin 2022 et mesurera ses rejets (NOx et NH3) en juin 2022 par une société tierce pour valider que les actions déjà entreprises et envisagées à court terme (revoir la rampe d'injection d'urée lors de dépassement de NOx, revoir la régulation de l'injection d'urée) permettent de tenir les 5mg/Nm3 de NH3 et les 200 mg/Nm3 de NOx à différentes charges (entre 30% et 100%).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Délai pour la mise en place de l'action : 30 jours

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2022
Prescription contrôlée : <p>A la sortie du dispositif au niveau d'alerte, et à réception du message de fin d'alerte, les mesures sont automatiquement levées.</p> <p>Les dispositions ci-dessus font l'objet, de la part de l'exploitant, de procédures détaillées, tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : Rappel de l'inspection du 11 février 2022 : les procédures détaillées pour la mise en œuvre des mesures temporaires de réduction d'émissions de poussières, d'oxydes d'azote et de composés organiques volatils en cas de pics de pollutions atmosphériques sont à fournir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Délai pour la mise en place de l'action : 30 jours

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant informe l'inspecteur des installations classées des actions mises en œuvre.</p> <p>Le contenu, la forme et le délai de transmission de cette information sont fixés en accord avec l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant doit informer l'inspection au prochain épisode de pollution atmosphérique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai pour la mise en place de l'action : Au prochain épisode de pollution atmosphérique

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant conserve durant 2 ans minimum, et tient à disposition de l'inspecteur des installations classées, un dossier consignait les actions menées suite à l'activation au niveau alerte du dispositif de gestion des épisodes de pollution atmosphérique.</p> <p>Ce dossier comporte notamment les éléments suivants :</p> <p>les messages d'alerte et de fin d'alerte concernant son établissement (Polluant et bassin d'air) reçus en application du document cadre zonal approuvé par l'arrêté zonal du 22 mai 2017 ; la liste des actions menées, faisant apparaître : le type d'action mise en œuvre, l'équipement concerné, la date et l'heure de début et de fin, une estimation de la quantité de polluants atmosphériques ainsi non émises.</p>
Constats : Rappel de l'inspection du 11 février 2022 : L'exploitant doit mettre en place un dossier spécifique complet concernant les épisodes de pollution atmosphérique (dématérialisation acceptée) : l'exploitant doit entre autre donner son estimation des quantités non émises de polluants (NOx et PM).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Délai pour la mise en place de l'action : 30 jours

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : Début 2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le cadre de l'autosurveillance de ses rejets, un bilan annuel quantitatif des actions temporaires de réduction d'émissions mises en œuvre</p>
Constats : Rappel de l'inspection du 11 février 2022 : L'exploitant devra faire parvenir son bilan annuel 2022 à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai pour la mise en place de l'action : Janvier 2023